

À QUATRE JOURS DU SECOND TOUR

Dernière confrontation

Hier, les électeurs de gauche, de l'UMP et du FN étaient dans la rue. Démonstration de force avant le débat de ce soir. P 2 À 5



INTERVIEW EXCLUSIVE

François Hollande :
« Ce que je ferai après le 6 mai »



Le billet

de Philippe Bouvard



JK et DSK

La meilleure défense étant l'attaque, Jérôme Kerviel et Dominique Strauss-Kahn se sont donc, à la veille de leurs procès respectifs, transformés en procureurs. Le premier accuse la Société Générale d'avoir trafiqué des bandes, le second soupçonne le pouvoir de droite d'avoir instrumentalisé ses pulsions. L'un et l'autre sont persuadés d'avoir été victimes de complots, capitaliste pour le premier, politique pour de second. Tous deux ont vu leur trajectoire se briser avant de se retrouver devant la justice et au chômage. En fait, JK et DSK souhaiteraient faire à leur tour le procès d'une société incapable de prémunir contre les tentations de l'argent et du sexe ses plus brillants sujets. Et cela au moment précis où une réapparition embarrassante fait redouter aux socialistes qu'on puisse confondre le changement et l'échangisme.

Photos Reuters

Nicolas Sarkozy :
« Servez la France »

Marine Le Pen :
« Votez librement »

Les salariés mobilisés

Hollande: « Les conditions

A quatre jours du second tour, François Hollande est prudent. A quelques heures du grand débat télévisé de ce soir, le favori des sondages, jamais donné battu par Nicolas Sarkozy, attend que les Français aient fait leur choix définitif avant d'imaginer la victoire. Une prudence qui ne l'empêche pas de préparer l'après-6 mai. Ses premières décisions, ses premières déconvenues aussi. « Je sais que des dépenses ont été accélérées en ce début d'année ; les emplois aidés ont été tous consommés pour faire diminuer, sans succès d'ailleurs, le chiffre du chômage », prévient-il en rappelant souhaiter un audit des comptes publics par la Cour des comptes. « Des promesses ont été faites, des engagements me lieront. Mieux vaut se préparer. » Sait-on jamais...

ANDRÉ FOURNON

afournon@nicematin.fr



« Je veux une majorité unie, solide et cohérente dont les socialistes seront les premiers acteurs. »

(Photo PQR/L'Alsace/Jean-Marc Loos)

« Je ne veux pas faire de ce débat un pugilat »

À quelques heures du grand débat, comment vous sentez-vous ?

C'est un débat important, regardé par environ 20 millions de personnes. Il permettra de donner des précisions sur les propositions de chacun et, en même temps, si la tension existe toujours pour cette confrontation à laquelle notre pays est attaché, je ne veux pas en surestimer l'importance. Les éléments de la campagne présidentielle sont déjà suffisamment installés. Ce débat en sera

un élément de plus, mais il ne sera pas décisif.

Sarkozy, en revanche, en attend beaucoup.

Il n'est pas dans la même position que moi. Il est en retard, même si rien n'est fait. En revanche, je n'entends pas faire que ce débat soit un pugilat. Il doit y avoir une dignité. L'un d'entre-nous sera le prochain président de la République. C'est de la France dont il s'agit, pas simplement d'un choc entre deux personnalités. Je ne tomberai pas dans les polémiques ou les

outrances.

Un débat peut-il faire basculer une élection ?

Généralement, on ne le sait qu'après. Jusqu'à présent, seul un débat a été regardé en 1974 (ndlr : Valéry Giscard d'Estaing face à François Mitterrand) comme ayant pu avoir cette influence. Mais, à l'époque, les deux candidats se tenaient dans un mouchoir de poche.

Comment vous préparez-vous à cette confrontation ?

J'ai réservé ma journée pour préparer ce moment qui va être long. Deux

heures et demie !

Allez-vous interpellé Sarkozy sur les affaires Bettencourt, Karachi, Khadafi ?

Je ne souhaite pas que le débat puisse être investi par des affaires. Si le candidat sortant veut les évoquer, il prendra ses risques. Je pense cependant que ce qui intéresse le plus les Français, c'est ce qui va changer dans leur vie au lendemain du scrutin. C'est ce sur quoi je veux insister. Mais le candidat sortant n'échappera pas à son propre bilan.

1^{er}-Mai : « Notre drapeau, c'est celui de la République »

Vous attendiez-vous à une campagne aussi féroce ?

Chaque élection présidentielle a été émaillée de polémiques, parfois d'attaques personnelles. Mais il est vrai, et c'est essentiellement dû à Nicolas Sarkozy et à son entourage, qu'il y a eu des attaques personnelles, des mises en cause, des suspicions, voire même des mensonges. Que n'a-t-on dit que j'étais soutenu par 700 mosquées : c'était faux ! Que Tariq Ramadan, que je ne connais pas, soutenait ma candidature : c'était faux ! Que je voulais régulariser les sans-papiers : c'était faux ! Il y a suffisamment d'éléments dans le programme de chacun pour que nous ne fassions pas d'inventions ou de manipulations. **Sarkozy, devait-il s'inviter dans les cortèges du 1^{er}-Mai ?**

Je ne dénie à personne de se réunir le 1^{er}-Mai. Ce qui est regrettable, c'est de le faire en affrontement avec l'ensemble des organisations syndicales qui, ce jour-là, célèbrent la Fête du travail, comme chaque année. Pourquoi vouloir distinguer le "vrai travail" du "faux". Les "vrais syndicalistes" des "faux". Le drapeau des uns et le

drapeau des autres. Nous avons tous le même drapeau, celui de la République.

Sarkozy vous reproche de ne pas avoir réagi lorsque la gauche l'a attaqué et comparé à Pétain.

Une fois encore, ce n'est pas vrai ! A la suite des propos qui avaient pu être prononcés par Jean-Luc Mélenchon et Eva Joly, faisant référence à certaines périodes de notre histoire, j'ai dit qu'il convenait de parler de l'actualité. Nicolas Sarkozy est tombé lui-même dans le piège dans lequel il voulait dissuader d'autres de céder en parlant de procès stalinien. Est-ce que ces mots, pour la vie politique française, ont encore un sens aujourd'hui ?

Julien Dray a-t-il commis une erreur en invitant Dominique Strauss-Kahn sans le signaler à ses amis ?

Il pensait être dans une réunion privée. Il a le droit d'inviter qui il veut. Je ne suis pas un directeur de conscience, mais aujourd'hui Dominique Strauss-Kahn n'est plus dans la vie politique. Toute image qui peut être donnée de sa présence dans une réunion avec d'autres socialistes n'a pas à être interprétée comme étant une présence dans la campagne.

Olives & Huiles d'Olives

barral
DEPUIS 1883

HUILE D'OLIVE VIERGE EXTRA

POUR VOTRE SANTÉ, PRATIQUEZ UNE ACTIVITÉ PHYSIQUE RÉGULIÈRE
www.mangerbouger.fr

ACHETONS

- BIJOUX de QUALITÉ • MONTRES
- ARGENTERIE • OBJETS D'ART

GAUCHERAND-J.L.

Joilliers

ESTIMATION GRATUITE

9, Bd. La Croisette - CANNES
Tél. 04.93.39.71.50 - Fax 04.93.99.29.22

sont là, mais rien n'est fait»

« Sur les dépenses, Sarkozy n'a pas de leçon à donner »

Sur quels thèmes allez-vous insister avant le second tour ?

L'emploi et la croissance. Près de 3 millions de chômeurs pour ceux qui n'ont aucune activité, plus de 4 millions pour ceux qui en ont une même très partielle. Un million de plus sur cinq ans. C'est considérable. Ce chômage touche les jeunes et les seniors, d'où ma proposition de contrat de génération : une entreprise qui garde un senior le temps qu'il puisse partir à la retraite et embauche un jeune en contrat à durée indéterminée, ne paiera pas de cotisations sociales sur les deux emplois.

Pour le retour de la croissance ?

Le président de la Banque centrale européenne et l'ensemble des chefs de gouvernement de l'Union européenne disent que la croissance doit être au cœur des choix publics. Cela donne du crédit à ma démarche de renégociation du traité européen pour le compléter par un volet croissance, mais

également à mes propositions sur l'utilisation des *euro-bond* pour emprunter à l'échelle de l'Europe et financer des travaux d'infrastructures, d'économie d'énergie ou de nouvelles technologies, ainsi que la taxe sur les transactions financières qui pourrait être instaurée d'ici à la fin de l'année.

« **Priorité à l'emploi et à la croissance** »

Sarkozy condamne votre programme qu'il juge trop dépensier. Vous assumez ?

Je propose une augmentation de la dépense publique de 1 % par an sur le prochain quinquennat. Sous son mandat, la dépense publique a augmenté de 2 % par an. Et il viendrait me faire la leçon ? La dette publique a progressé de 600 milliards d'euros depuis cinq ans. Le tiers du total de la dette publique a été fait sous le seul mandat de Sarkozy. Je financerai

toutes les mesures proposées, soit par des économies supplémentaires, soit par des prélèvements qui ne toucheront que les plus hauts revenus et les patrimoines les plus élevés. En tout 15 milliards d'euros. L'équivalent de ce que Sarkozy va prélever sur les Français à travers la hausse de la TVA.

Que vous inspirent les mots nation et frontières répétés par Sarkozy en meeting ?

Nos frontières doivent être protégées. Au plan européen, par rapport à des produits qui ne respectent pas les normes environnementales et sociales ou s'il existe des conditions de concurrence non réciproques, notamment pour les marchés publics. Les frontières nationales sont levées à l'échelle de l'Europe, mais nous devons maîtriser notre immigration et appliquer strictement les lois de la République. L'élection présidentielle ne peut porter sur ce seul sujet. Sarkozy se réveille en fin de campagne pour dire

qu'il entend nous protéger. Mais qu'a-t-il fait depuis qu'il est en responsabilité du pays ?

Craignez-vous des plans sociaux dissimulés ?

Ces plans sociaux sont déjà prêts, mais le gouvernement a tout fait pour qu'ils soient reportés après le scrutin. Je demanderai aux entreprises qui les déposeront de renoncer aux licenciements et de préférer des soutiens au chômage partiel. Rien n'est pire que la fermeture d'un site ou le licenciement d'un salarié.

Bayrou pourrait-il vous apporter son soutien ?

Après ce qu'il a dit pendant cinq ans, et notamment en cette fin de campagne, alors que Sarkozy s'est adressé essentiellement aux électeurs de l'extrême droite, je n'imagine pas qu'il puisse être séduit par ce propos. Nous avons des différences. Il est du centre, je suis de gauche. C'est à lui de prendre la décision qui lui paraît la plus conforme à ses positions et la plus utile à notre pays.



Hier à Nevers, lors de l'hommage à Pierre Bérégovoy.

« Mes premières décisions » « Mon projet sera celui du gouvernement »

Social : Une caution solidaire pour permettre aux jeunes d'accéder au logement. Permettre à ceux qui ont commencé à travailler à 18 ans, de pouvoir partir à la retraite à 60 ans s'ils ont 41 années de cotisations.
Economique : Doubler le plafond du Livret A et du Livret de développement durable afin qu'une épargne nouvelle puisse être mobilisée dans la relance du Bâtiment. Créer la Banque publique d'investissement pour accompagner le financement des entreprises.
Sécurité : Augmenter les

effectifs de police et de gendarmerie et créer les zones de sécurité renforcée.
Ecologique : Lancer un plan d'isolation des logements pour des économies d'énergie et une diminution des charges des locataires et des propriétaires.
Europe : Renégocier le traité d'austérité. La pensée de M^{me} Merkel a évolué sur l'enjeu de la croissance mais elle refuse la renégociation. Nous aurons à nous en expliquer.
International : Retirer les forces françaises d'Afghanistan d'ici à la fin 2012.

Connaissez-vous le nom de votre Premier ministre ?

Plusieurs noms sont possibles mais, tant que l'élection n'est pas faite, il n'est pas utile de composer un gouvernement avant l'heure.

Combien de ministres dans votre premier gouvernement et ferez-vous la parité absolue ?

Ce n'est jamais simple, mais je me suis engagé à respecter la parité absolue. Plutôt que fixer un nombre, je préfère donner une éthique que devra respecter scrupuleusement ce gouvernement. Aucun cumul de mandats ne sera autorisé. Chaque ministre devra être coupé de toute pression venant de quelques lobbies ou intérêts particuliers.

Sera-t-il 100% socialiste ou accueillera-t-il des composantes d'une future majorité parlementaire ?

Je veux que mon projet soit celui du gouvernement. Viendront au gouvernement, viendront travailler pour le pays, les personnalités qui veulent appliquer mon projet. Pas le leur, le mien !

Quels nouveaux ministères souhaitez-vous créer ?

Le ministère de l'Égalité des territoires, pour traiter à la fois les questions des banlieues et des zones rurales. Un ministère des Droits des femmes parce que je veux que l'égalité salariale entre femmes et hommes soit enfin appliquée, que les luttes contre les violences faites aux

femmes soient véritablement poursuivies, et qu'il y ait une meilleure information des jeunes filles par rapport à l'accès à la contraception.

Mitterrand s'était rendu au Panthéon. Quel geste symbolique ferez-vous si vous êtes élu ?

Je l'ai en tête mais j'attends le 6 mai pour l'annoncer. Je peux vous dire en revanche que je veux qu'il soit un signe de réconciliation, de rassemblement et d'unité. Ce n'est pas une France contre une autre qui gagnera le 6 mai, c'est la France qui aura voté mais qui sera capable de se réunir autour d'une grande cause. Et la cause que je veux poursuivre, c'est celle de la réussite de la jeunesse.

Le choc des discours

Premier mai très politique : salariés et syndicats étaient dans la rue contre Nicolas Sarkozy, qui a rassemblé ses troupes autour du travail tandis que Marine Le Pen a renvoyé dos-à-dos les deux finalistes



Place de l'Opéra, Marine Le Pen « Vous voterez librement, selon votre conscience »

Lieux : Paris, rue de Rivoli, statue de Jeanne d'Arc puis place de l'Opéra.

Nombre de participants : environ 10 000.

Personnalités : Jean-Marie Le Pen, Bruno Gollnisch, Gilbert Collard, Denis Seznec.

Symboles : Jeanne d'Arc, figure célébrée chaque 1^{er}-Mai par le FN. Avant le discours de sa fille, c'est Jean-Marie Le Pen qui a rendu hommage à la pucelle d'Orléans, « ce grand homme français de dimension mondiale, chef de guerre et grand chef politique. Marine n'est pas Jeanne d'Arc, mais elle défend les Français comme elle », a affirmé le vieux leader. Un symbole de moins en moins compris. « Les jeunes ne savent plus qui est Jeanne d'Arc », pestait une responsable du Front en tête de cortège.

Ambiance : Culte des chefs (Marine et Jean-Marie). Dans la foule, de rares crânes rasés, mais surtout beaucoup de jeunes aux propos totalement décomplexés.

L'idée principale : « Ni Sarkozy ni Hollande, mais la victoire en ligne de mire. »

Sans surprise, Marine Le Pen, qui glissera elle-même un bulletin blanc dans l'urne dimanche, n'a pas donné de consigne de vote. « Je ne vous candidèrè pas comme des enfants. Vous êtes des citoyens libres et voterez librement, selon votre conscience. » Pour la présidente du FN, pas de doute, « la victoire est en marche. Nous sommes le centre de gravité de la vie politique française. Rien ne sera plus comme avant ».

Ce qu'elle a dit sur ses opposants : « Ils ont menti tous les deux avec cet immense talent qui consiste à pouvoir se regarder sans rire en faisant croire que tout les oppose. »

Le mot : Bleu Marine, davantage utilisé que le nom actuel du parti, Front national.

Les références : Jeanne d'Arc bien sûr, mais aussi Napoléon et Louis XIV cités par Jean-Marie Le Pen, chargé de la partie historique du discours.

DENIS CARREAUX
dcarreaux@nicematin.fr

Place du Trocadéro, Nicolas Sarkozy « La France du travail n'a pas à s'excuser pour ses efforts »

Lieux : esplanade du Trocadéro.

Nombre de participants : 200 000 selon Nicolas Sarkozy ; 40 000 pour le PS.

Personnalités : tous les ténors de l'UMP (Jean-Pierre Raffarin, Alain Juppé, François Fillon, Gérard Longuet...), Carla Bruni-Sarkozy, Jean d'Ormesson.

Symboles : des milliers de drapeaux tricolores dans un décor de carte postale, avec une vue imprenable sur la Tour Eiffel derrière le candidat UMP.

Ambiance : Survoltée. Dans la foule, des jeunes militants, des familles.

L'idée principale : le travail. « Je veux un nouveau modèle français qui ne cherchera pas à diminuer le coût du travail en abaissant les salaires. Je veux un nouveau modèle où il y aura davantage de souplesse mais une souplesse négociée. Augmenter les salaires et diminuer le coût du travail. Voilà le défi ! » Le mérite, les efforts, deux idées martelées par Nicolas Sarkozy. « Je veux dire à cette France du travail qu'elle

n'a pas à s'excuser pour son patrimoine, pour ses efforts, pour son mérite. Revenir sur l'exonération des petites successions, matraquer les classes moyennes... ce serait briser le rêve de la France du travail. »

Ce qu'il a dit sur ses opposants : « Quand il parle de moi, il dit le candidat sortant, mais il n'est pas encore candidat entrant à ma connaissance. François Hollande fait preuve d'arrogance. Il pourra dire au revoir quand les Français l'y autoriseront ».

Les couleurs : Bleu, blanc et rouge contre le rouge du drapeau des syndicats. « Le drapeau tricolore a fait le tour du monde avec nos libertés et nos gloires alors que le drapeau rouge, a fait le tour du Champ-de-Mars traîné dans le sang du peuple. Posez le drapeau rouge et servez la France. »

Les références : Le général de Gaulle tout au long du discours, Jules Ferry, Voltaire, Chateaubriand, Victor Hugo, Maupassant.

OLIVIER BISCAÏE
obiscaie@nicematin.fr



et des symboles

Des cortèges syndicaux contre la politique du président

Près de 250 000 personnes – quarante-huit mille selon la police – ont répondu, hier, à l'appel des cinq organisations syndicales (CGT/CFDT et Unsa/FSU/Solidaires) à manifester à Paris de la place Denfert-Rochereau à la place de la Bastille pour dire non à l'austérité imposée, selon elles, par l'Union européenne et, très souvent, manifester leur rejet de Nicolas Sarkozy à cinq jours du second tour de la présidentielle. L'intersyndicale (CFDT, CGT, FSU, Solidaires et Unsa), avait promis qu'il n'y aurait pas de message politique sur les banderoles des défilés du 1^{er}-Mai. Mais la CGT, à la différence des autres organisations, a appelé à « battre Nicolas Sarkozy » et ce mot d'ordre a été largement relayé dans la plupart des cortèges en province.

A Paris, les délégations du Parti socialiste et du Front de gauche sont restées en queue du défilé pour ne pas gêner les syndicalistes. Les leaders syndicaux ont vu comme une « provocation » la décision de Nicolas Sarkozy d'organiser son propre rassemblement sur

290 cortèges

Des dizaines de milliers de personnes, rassemblées dans 290 cortèges, ont défilé, hier, en France. On en dénombrait notamment 20 000 à Marseille, 40 000 à Toulouse ; 10 000 à Lyon ; 10 000 à Bordeaux ; 10 000 à Nancy ; 3 à 5 000 à Montpellier ; 4 500 à Strasbourg ; 4 000 au Havre, à Lille, Orléans ; 3 200 à Rouen.

le travail après avoir dénoncé depuis le début de la campagne « ces corps intermédiaires » que sont les syndicats.

Appel à voter Hollande

Mais la politisation de la manifestation par la CGT a provoqué des divisions entre les dirigeants syndicaux. « Nous, on défend le travail indépendamment de nos opinions politiques », a dit dans le cortège le secrétaire général de la CFDT, François Chérèque, qui ne donne pas de consigne de vote. « Nous, ce que l'on veut au 1^{er}-Mai, c'est simplement des syndicats forts qui expriment nos revendications. »

Le secrétaire général de la CGT, Bernard Thibault, a, en revanche, confirmé qu'il appelait à voter pour François Hollande. « C'est la première fois qu'un président



Malgré la politisation de ce 1^{er}-Mai par la CGT, les diatribes du président-candidat envers les « corps intermédiaires » ont quand même fait défilé côte à côte François Chérèque (CFDT) et Bernard Thibault. (Photo Reuters)

de la République cherche à s'emparer du 1^{er}-Mai à des fins politiques », a-t-il déclaré au départ du cortège par allusion au rassemblement

sur le travail organisé au même moment par le président-candidat. La manifestation parisiennne avait des airs de retrouvailles du «

peuple de gauche », chacun étant venu avec sa pancarte, son mot d'ordre et marchant au son de tambours et de fanfares.

Ce soir, c'est le grand débat

Avant le face-à-face de ce soir, la journaliste niçoise Michèle Cotta, qui a animé les duels des seconds tours de 1981 et 1988, revient sur ce rendez-vous télévisé : « Sauf en 1974, cela n'a rien changé »

Organisé ce soir et retransmis dès 21 h, le débat télévisé d'entre-deux tours entre François Hollande et Nicolas Sarkozy va durer au moins deux heures. Quatre grands thèmes y seront abordés par Laurence Ferrari et David Pujadas : économie, fonction présidentielle, questions de société et politique étrangère. En 2007, 20 millions de spectateurs avaient suivi le duel Sarkozy-Royal. Dans un tel face-à-face, le favori des sondages a généralement plus à perdre qu'à gagner, contrairement au challenger. Les lignes peuvent-elles encore bouger ? Nous avons interrogé la journaliste d'origine niçoise Michèle Cotta. Une experte qui connaît d'autant mieux le sujet qu'elle a animé les débats de 1981 et 1988.

Quel sera le ton ce soir ?

Au début cordial et assez vite très offensif, sans doute de part et d'autre. Je ne vois pas un débat tellement serein, mais un débat qui voudra l'être et qui ne le sera pas.

Que faut-il en attendre ?

Cela va être un combat de tempéraments politiques, de personnalités très différentes, plutôt qu'un débat sur les programmes

respectifs. Je crois que beaucoup de gens ont déjà pris leur décision. Ils évalueront les deux personnages plutôt que leurs propositions.

Peut-il faire basculer l'élection ?

Cela ne s'est jamais passé, sauf peut-être en 1974, lorsqu'une partie, sans doute minime, de l'électorat s'est résolue à voter Giscard d'Estaing, entraînant sa victoire. Les autres débats, en 1981, 1988 ou encore 1995, n'ont pas fait bouger les choses. À l'issue, les sondages n'ont pas varié.

On présente souvent François Hollande comme un moins bon débattre...

C'est une erreur et on s'en apercevra ce soir. Son truc principal, c'est de débattre. C'est ce qu'il sait faire en premier. Il a de la répartie, de l'humour. Effectivement, Nicolas Sarkozy pense n'en faire qu'une bouchée. Il a dit à plusieurs reprises qu'il allait l'exploser. Je crois que cela sera plus difficile.

Pour le président sortant, est-ce la dernière chance de gagner ?

Oui, bien sûr. Il ne faut pas trop attendre de ce débat, mais on peut toujours en attendre quelque chose.











PROPOS RECUEILLIS
PAR JEAN-PAUL FRONZES

Sondage : ça se resserre !

L'écart se resserre entre Sarkozy et Hollande. C'est la conclusion du sondage BVA pour le Groupe Nice-Matin. Le candidat socialiste obtiendrait dimanche 53,5 % contre 46,5 % pour

le président sortant. A noter que la participation devrait être sensiblement plus forte qu'au premier tour. Pour BVA, l'abstention se situera entre 16 et 20 %.

2012 PRÉSIDENTIELLE Les débats d'entre-deux tours depuis 1974

 Valéry Giscard d'Estaing « Vous n'avez pas le monopole du cœur. »	10 mai 1974 ≈ 25 millions de téléspectateurs	 François Mitterrand qualifie son adversaire « Il y a une politique qui sert les intérêts des classes privilégiées et c'est la vôtre. »
 François Mitterrand « Vous avez tendance à reprendre le refrain d'il y a sept ans : l'homme du passé... C'est quand même ennuyeux que dans l'intervalle vous soyez devenu, vous, l'homme du passif. »	5 mai 1981 ≈ 30 millions de téléspectateurs	 Valéry Giscard d'Estaing « Vous gérez le ministère de la parole, moi j'ai géré la France. »
 Jacques Chirac « Ce soir, je ne suis pas le Premier ministre, et vous n'êtes pas le président de la République, nous sommes deux candidats à égalité [...], vous me permettrez donc de vous appeler monsieur Mitterrand. »	28 avril 1988 ≈ 30 millions de téléspectateurs	 François Mitterrand « Mais vous avez tout à fait raison, monsieur le Premier ministre. »
 Lionel Jospin « Il vaut mieux cinq ans avec Jospin que sept ans avec Jacques Chirac. Ce serait bien long. »	2 mai 1995 16,7 millions de téléspectateurs	 Jacques Chirac « C'était un débat intéressant. La question est de savoir si les électeurs veulent un troisième septennat socialiste. »
 Ségolène Royal qualifie l'attitude de son adversaire de summum de l'immoralité politique.	2 mai 2007 20,5 millions de téléspectateurs	 Nicolas Sarkozy Selon lui, il faut être calme pour être président de la République.